



Syndicat National de la DGFIP

FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Déclaration liminaire du Comité Technique Local du 14 juin 2022

Madame la Présidente,

Vous nous convoquez ce 14 juin 2022, quelques jours après le premier tour des élections législatives. En Aveyron, les résultats obtenus au premier tour par le parti présidentiel ne sont pas ceux qui étaient attendus. Comme quoi, les politiques menées nationalement avec la fermeture de nombreux services publics, liés notamment au Nouveau Réseau de Proximité pour la DGFIP, et les suppressions d'emplois massives sur notre département, ne semblent pas du goût de tous les électeurs. Avec 55 % de participation en Aveyron, le parti de Macron n'obtient que 30 % des suffrages exprimés. On est loin du plébiscite.

Le constat est là, les différentes politiques publiques destructrices de tous les services publics, et notamment ceux de la DGFIP, n'ont pas l'approbation de toute la population, loin de là. On s'en rend bien compte lorsque les usagers nous font part de leur mécontentement quand les grilles des Centres des Finances sont fermées, que les plate-formes téléphoniques ne répondent pas et qu'ils se retrouvent démunis face à l'outil numérique. Les 275 000 aveyronnais sont gratifiés par la DGFIP de 147h d'ouverture hebdomadaire sans rendez-vous, et seulement 60h pour les services hors Rodez. Notre administration est décidément bien généreuse. Comment pouvons-nous encore prétendre au titre de service public ?

Les agents de la DDFIP de l'Aveyron ne s'y trompent pas. Leurs réponses sur la situation locale dans l'Observatoire interne sont sans équivoque. 83 % des agents jugent négatives les évolutions de notre administration. Peur de l'avenir, démotivation, perte du sens du travail, accroissement de la charge de travail : les agents aveyronnais vous expriment leur mécontentement. La réalité du terrain est là ! Cette expression négative des agents se confirme d'années en années, au fur et à mesure des réformes. Vous ne pouvez plus, Madame la Présidente, vous réfugier derrière un prétendu pessimisme des agents locaux. Il s'agit de la réalité du terrain. Les conditions de travail ne s'améliorent pas, bien au contraire.

FO-DGFIP avait condamné en 2019 la restructuration du réseau des finances publiques portée par le NRP. Les agents en font maintenant le constat au quotidien : augmentation de la charge de travail, ambiances de travail parfois tendues, déplacements professionnels quotidiens accrus, absentéisme, managers surbookés, dégradation de la qualité des missions effectuées, absence de reconnaissance au travail, etc.

Et comme si cela ne suffisait pas, on en demande toujours plus aux agents. Pour preuve, les agents du Centre de Contact des Professionnels de Decazeville qui répondront pour les SIE des Bouches-du-Rhône, seront formés par les collègues aveyronnais de la filière fiscale des professionnels. Ce sont presque 25 jours de formations locales pour le CCP qui seront assurés en septembre par les agents locaux, auxquels se rajoutent les 4 mois de formation au SIE de Rodez et de l'antenne de Villefranche. Pour d'autres services restructurés par le NRP, peu de collègues dits « sachants » ont dû ou vont devoir former de nombreux nouveaux arrivants, comme au futur SDIF de Millau. Déjà que les missions quotidiennes sont difficilement réalisables, on s'inquiète fortement de la santé de nos collègues, notamment en termes de risques psychosociaux.

FO-DGFIP 12 a déjà exprimé à de multiples reprises la forte attente des agents quant à leur rémunération. Depuis plusieurs années, les chiffres confirment une baisse continue et importante de leur pouvoir d'achat. Une promesse de campagne avait annoncé un dégel du point d'indice. Les agents attendent toujours. Espérons que si cette promesse est tenue, elle n'accouche pas d'une souris...

L'avenir pour les agents de la DGFIP n'est pas bien brillant, tant sur leurs métiers que sur leurs conditions de travail. Les perspectives de réforme des retraites annoncées seraient une nouvelle régression sociale. FO-DGFIP s'opposera à toute réforme des retraites qui pénaliserait une fois de plus les agents en partant plus tard en retraite avec une pension plus faible.

FO-DGFIP 12 revendique :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- un recrutement de fonctionnaires titulaires à la hauteur des besoins
- le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000 par l'augmentation de la valeur du point d'indice
- l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation
- un déroulement de carrière et des débouchés satisfaisants pour tous les agents
- une amélioration significative des conditions de travail



Les représentants FODGFIP-12.